

Un grand enjeu populaire : défendre la langue française contre le tout-globlish !



Appel-pétition du 7 octobre 2019 Signatures à retourner à [Djament.aurelien @ orange.fr](mailto:Djament.aurelien@orange.fr)

« A chaque fois qu'affleure, d'une manière ou d'une autre, la question de la langue, cela signifie qu'une série d'autres problèmes est en train de s'imposer : la formation et l'élargissement de la classe dirigeante, la nécessité d'établir des rapports plus intimes entre groupes dirigeants et la masse nationale-populaire, c'est-à-dire de réorganiser l'hégémonie culturelle ».

Antonio Gramsci, Cahiers de prison

« Il ne restait de ce pays que son langage. Un beau langage qui servait à tout. Vous savez, comme on a chez soi une chose précieuse qui est là depuis si longtemps qu'on en use à n'importe quoi, à empêcher la fenêtre de se fermer, et le petit la prend comme une règle pour dessiner, et c'est un presse-papier si commode ! Qui donc se souciait que ce fût un pays, ce pays, et il est indiscutable que c'est un grand progrès que de perdre ce sens de la jalousie, cette haine du voisin, cet orgueil de son toit, un grand progrès sur les ténèbres, un grand progrès sur le néant ».

Louis Aragon, poète et Résistant

Accompagnant la casse néolibérale et euro-atlantique du cadre national, des services publics et des conquêtes sociales, **une politique destructive de substitution systématique du « globish » à la langue française** (pourtant « langue de la République » au titre de la Constitution...) **affecte tous les aspects de la vie sociale en France.** Entre mille exemples : Carrefour-Market lance une campagne intitulée *Act for food* ! ; Renault, Airbus et PSA basculent toute leur documentation technique à l'anglais ; des centaines de grandes entreprises, voire de « start-up », obligent illégalement leurs salariés francophones à ne plus travailler qu'en anglais, pendant que la Poste lance « *Ma French Bank* », que la SNCF en voie de privatisation promeut ses *Ouigo* (lire *we go*), qu'EDF invite ses « clients » à « pulser », et que, plus grave encore, la contre-réforme Blanquer du lycée s'ajoute à la loi Fioraso et aux pratiques délétères de la direction de la Recherche pour faire de l'anglais, de la maternelle au Supérieur en passant par le CNRS, non pas une langue enseignée en France, mais une *langue d'enseignement* concurrençant et évinçant systématiquement le français (et se substituant de fait de toute autre langue étrangère !). Il est clair qu'à terme, si ces pratiques continuent de se généraliser en France et en Europe au détriment de l'allemand, de l'espagnol, de l'italien, du portugais, du russe, de l'arabe, du turc, du chinois, etc il n'y aura bientôt plus qu'une langue de prestige, celle de l'Oncle Sam et de Wall Street, ce qui portera un coup gravissime à la diversité culturelle qui fut toujours un aliment vital des échanges et de la culture. Le

mauvais exemple est donné par Macron, qui ne perd jamais une occasion de jargonner en Globish devant les grands patrons et de promouvoir l'anglais comme langue internationale unique, non seulement à l'étranger mais en France même...

Même si les intéressés n'en ont pour la plupart pas conscience parce qu'elle suit la mode, par mimétisme ou par « modernisme branché », cette invasion de la langue française par des mots ou des expressions d'origine anglo-saxonne a contaminé jusqu'aux milieux populaires, voire militants : le tract n'est-il pas trop souvent devenu un *flyer* ? Il y a peu, des chercheurs en lutte défilaient derrière une banderole portant l'inscription *Academic Pride*... Il faut dénoncer ces pratiques faussement anodines car elles sont le symptôme de l'allégeance sournoise à l'impérialisme occidental qui génère guerres et inégalités entre les hommes et entre les peuples. Du reste, des phénomènes identiques d'acculturation au détriment des langues nationales se déroulent en Europe orientale ou en Afrique, partout où l'impérialisme occidental est prégnant, économiquement et politiquement. Et nous sommes solidaires de tous ceux qui, en Roumanie, au Sénégal, etc. luttent pour la défense de leur langue et de leur culture.

En France, derrière cette manœuvre antipopulaire de grande envergure et totalement soustraite au débat démocratique, on trouve le MEDEF : son ex-président, le baron Sellières, clamait ainsi en 2004 que l'anglais doit désormais « *devenir la langue* (sous-entendu : *unique*) *de l'entreprise et des affaires* » ; prati-



quant de fait une « préférence nationale » inavouée, le CAC-40 n'embauche déjà plus guère que des « *English Mother Tongue* » (anglais langue maternelle) comme cadres supérieurs, pendant que l'OTAN a fait de l'anglais, y compris en France, la langue de travail unique des armées. Quant à l'UE, elle ne craint pas, en plein Brexit et alors que l'anglais n'est plus la « langue officielle déposée » d'aucun Etat-membre, de promouvoir l'idée qu'il faut faire de l'anglais la langue officielle unique des institutions bruxelloises au détriment des autres langues nationales d'Europe.

L'enjeu de cette politique de casse et de classe est énorme : il s'agit de renforcer le « marché unique » cher aux monopoles, de préparer la future « Union transatlantique » sous la houlette de Washington et de faciliter la mise en place des traités néolibéraux transcontinentaux (du type CETA, UE/Mercosur ou TAFTA). En instituant la langue unique, les maîtres du grand capital rêvent de mettre en place un hypermarché continental et mondial de la force de travail qui, tout en humiliant les peuples non anglophones, en affaiblissant décisivement les nations existantes, en dévaluant les travailleurs actuels et futurs qui ne maîtriseraient « que » leur langue nationale (ou une langue étrangère autre que l'anglais), accentuerait brutalement la concurrence acharnée et le moins-disant social et salarial entre les prolétaires d'aujourd'hui et de demain : énormes avantages pour le grand patronat sur tous les terrains, social, politique, culturel...

C'est pourquoi, considérant que la résistance ne se divise pas et qu'elle comporte nécessairement une dimension culturelle et linguistique (comme le compriment Lénine, Gramsci, Nicolas Guillen, Aragon...), nos organisations communistes appellent, non pas à

proscrire l'anglais (qui, comme tel, n'est pas plus responsable que « le français », des prédatons de type néocolonial que les impérialismes rivaux ont commises ou commettent encore en leurs noms), mais à **combattre vigoureusement la POLITIQUE DU TOUT-anglais** : c'est-à-dire la politique oligarchique et antidémocratique tentant à imposer une *langue unique* continentale, voire mondiale.

Nous communistes appelons donc à :

- **exiger des autorités, du patronat, des services publics et des collectivités publiques le respect et le renforcement de la législation visant à protéger le français ;**
- **promouvoir un véritable apprentissage des langues étrangères dans leur pluralité dans le cadre de l'Education nationale** (avec des maîtres qualifiés), y compris des principales langues de l'immigration **de travail** (ainsi que des langues régionales là où une demande significative existe) ;
- reprendre et élargir le grand combat du PCF de Barbusse, d'Aragon, d'Eluard ou de Jean Ferrat pour la langue, pour la chanson francophone et pour des « lettres françaises » et francophones dans toute leur diversité (Wallonie, Suisse Romande, Afrique francophone, Québec...) ; non dans un esprit de « purisme » ou de fermeture aux autres cultures, mais pour favoriser un dialogue et une coopération égalitaires entre toutes les nations, toutes les langues et toutes les cultures nationales d'Europe et du monde.

*c'est-à-dire l'anglo-américain managérial...

Appel publié à l'initiative des organisations ou réseaux suivants :

par ordre alphabétique :

Association Nationale des Communistes (A.N.C.), Comité Internationaliste pour la Solidarité de Classe (CISC), Faire vivre et Renforcer le PCF (FVR-PCF), Jeunes pour la Renaissance Communiste en France (JRCF), Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF), Rassemblement communiste (RC), et d'autres militants communistes engagés dans la résistance linguistique.

Premiers signataires :

par ordre alphabétique :

Francis Arzalier, historien, professeur IUFM retraité, bureau de l'A.N.C., *Collectif Poles 95* ; **Paul Barbazange**, PCF 34, *Faire vivre et développer le PCF* (FVR-PCF) ; **Danielle Bleitrach**, (PCF 13, FVR-PCF) ; **Saïd Bouamama**, *Rassemblement Communiste* (RC) ; **Pascal Brula** (PCF 69, FVR-PCF) ; **Marie-Christine Burricand** (PCF 69, direction nationale, FVR-PCF) ; **Michel Decourcelles** (RC) ; **Gilliatt De Staërck**, conducteur de bus (50), responsable national des *Jeunes pour la Renaissance communiste en France* (JRCF) ; **Christian Champiré**, maire PCF de Genay (62) ; **Jean-François Dejourns**, professeur de philosophie, militant communiste (62), syndicaliste ; **Aurélien Djament**, mathématicien au CNRS, syndicaliste CGT, militant communiste, resp. d'association linguistique (59) ; **Marianne Dunlop** (PCF 62, FVR-PCF) ; **Madeleine Dupont**, ancien PEGC français/anglais, trésorière nationale du *Comité Internationaliste pour la Solidarité internationaliste* (CISC), 62 ; **Vincent Flament**, rédacteur en chef de *Solidarité de classe*, bulletin du CISC, professeur de français (59) ; **Roland Fodé Diagne** (RC) ; **Rachida El Fekair**, médiathécaire, membre du secrétariat national du PRCF (81) ; **Mireille Gabrelle** (RC) ; **Georges Gastaud**, secrétaire national du *Pôle de Renaissance Communiste en France* (PRCF), philosophe, fondateur d'une association internationaliste de résistance au tout-anglais (62) ; **Dominique Haquette** (RC) ; **Jean-Pierre Hemmen**, président du CISC (80) ; **Charles Hoareau**, syndicaliste International, président de l'A.N.C., 13 ; **Fadi Kassem**, secrétaire national adjoint du PRCF, professeur agrégé d'histoire (78) ; **Razika Kerchouni**, syndicaliste, bureau ANC, 93 ; **Annie Lacroix-Riz**, historienne, membre du Comité central du PRCF (78) ; **Léon Landini**, président de l'Amicale *Carmagnole-Liberté* des FTP-MOI, président du PRCF, Médaille de la Résistance, président d'honneur d'une association de lutte contre le tout-anglais (92) ; **Claude Langlet** (RC) ; **Armand Le-coq** (PCF 31, FVR-PCF) ; **Pierre Lenormand**, géographe, universitaire retraité, C.A. de l'ANC, 41 ; **Annette Mateu-Casado**, coordinatrice de la direction du PRCF, militante de la culture catalane (66) ; **Robert Malcles**, historien, professeur retraité, C.A. de l'ANC, 30 ; **Anne Manauthon** (PCF 06, FVR-PCF) ; **Pierre-Alain Millet**, PCF 69, FVR-PCF ; **Aymeric Monville**, secrétaire de la commission internationale du PRCF, éditeur (92) ; **Leila Moussavian-Huppe**, PCF 67, FVR-PCF ; **Moussa Naït** (RC) ; **Laurent Nardi**, élu communiste de Passy (74), militant contre le tout-anglais ; **Jean-Michel Padot**, élu franchement communiste de Bully-les-Mines, militant contre le tout-anglais (62) ; **Damien Parrot**, dessinateur industriel, responsable JRCF (33) ; **Hervé Poly** (PCF 62, direction nationale, FVR-PCF) ; **Pierre Pranchère**, président de la commission internationale du PRCF, anc. député, anc. Franc-Tireur et Partisan français (19) ; **Jean Penichon**, journaliste, bureau de l'ANC, 75 ; **Anna Persichini**, trésorière nationale du PRCF, syndicaliste Métallurgie, 06 ; **Gilbert Rémond**, PCF 69, FVR-PCF ; **William Roger** (RC) ; **Jany Sanfelieu**, professeur de français retraitée, secrétaire à l'organisation du PRCF (89) ; **Matthieu Seeburger** (RC) ; **Guillaume Suing** (RC) ; **Stéphane Toque**, Paris, syndicaliste Énergie, bureau ANC ; **Bernard Trannoy** (PCF 33, FVR-PCF) ; **Yves Vargas**, philosophe, communiste sans parti (93) ; **Mireille Villemain**, bureau de l'ANC, 30 ;

